

United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED
T/P.V. 26
28 April 1947
French

**TRUSTEESHIP
COUNCIL**

**CONSEIL
DE TUTELLE**

MASTER FILE

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC-87, Lake-Success. Conformément à l'article 46 du Règlement intérieur provisoire (Doc. T/4), toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

CONSEIL DE TUTELLE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA VINGT-SIXIEME SEANCE,
tenue à Lake Success, le lundi 28 avril 1947
à 10 heures.

PRESIDENT : M. Francis B. SAYRE (Etats-Unis)

Communication du Président.Rapport du Comité chargé d'examiner les pétitions relatives au territoire sous tutelle du Tanganyika.

LE PRESIDENT :

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) :

LE PRESIDENT :

M. MAKIN (Australie) :

M. RYCKMANS (Belgique) :

LE PRESIDENT :

M. RYCKMANS (Belgique) :

LE PRESIDENT :

M. RYCKMANS (Belgique) :

LE PRESIDENT :

M. RYCKMANS (Belgique) :

LE PRESIDENT :

M. Ivor THOMAS (Royaume-Uni) :

LE PRESIDENT :

M. Ivor THOMAS (Royaume-Uni) :

M. POYNTON (Royaume-Uni) :

M. Ivor THOMAS (Royaume-Uni) :

LE PRESIDENT :

M. Ivor THOMAS (Royaume-Uni) :

LE PRESIDENT :

M. Ivor THOMAS (Royaume-Uni) :

LE PRESIDENT :

parlentenanglais

M. RYCKMANS (Belgique) : Je voudrais attirer l'attention du
Conseil sur un point. Au premier paragraphe de la page 4, ^{doc.T/AC/4/1,} il est dit
ceci :

(lecture du paragraphe en anglais)

La Commission a demandé au représentant officiel britannique des
explications complémentaires à ce sujet. Celles ci ont été données
dans le document 23/add.1 page 2 :

(citation de ce paragraphe en anglais)

On pourrait croire, d'après le document T/AC/4/1, que des gens
ont été renvoyés en Allemagne, simplement parce qu'ils ont favorisé
des intérêts commerciaux ou nationaux. En réalité, ils ont été
associés à une organisation nazie, une compagnie, qui leur a prêté
de l'argent sur leurs biens.

Le renseignement donné au début de la page 2 du document 23/add.1
devrait être rappelé, me semble-t-il, à la fin du premier paragraphe,
page 4, du document T/AC/4/1.

LE PRESIDENT.

M. RYCKMANS (Belgique).

LE PRESIDENT.

M. RYCKMANS. (Belgique).

LE PRESIDENT.

M. THOMAS. (Royaume-Uni).

LE PRESIDENT.

) Parlent en anglais.

M. THOMAS. (Royaume-Uni).

LE PRESIDENT.

M. THOMAS. (Royaume-Uni).

LE PRESIDENT.

M. GARREAU (France).

LE PRESIDENT.

Transmission du questionnaire provisoire sur les territoires sous tutelle
au Conseil économique et social et aux institutions spécialisées.

M. NORIEGA (Mexique) (parle en espagnol).

LE PRESIDENT. (parle en anglais).

M. GERIG (Etats-Unis) (parle en anglais).

28 April 1947

French.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je suis entièrement d'accord avec le représentant du Mexique. (011) 10-10-47

Le danger, c'est évidemment que, faisant intervenir des spécialistes, chacun de ceux-ci veuille donner une extension considérable à telle ou telle question qui l'intéresse particulièrement; le questionnaire serait disproportionné; il stipulerait la fourniture de détails extrêmement précis sur certaines questions, alors que d'autres seraient laissées plus ou moins dans l'ombre.

Je comprends très bien l'objection du représentant des Etats-Unis mais il faut, à ce sujet, remarquer que si le Conseil économique et social et les institutions spécialisées se donnent la peine d'établir un questionnaire, qu'ils croient être parfait et susceptible d'apporter sur toutes les questions des réponses absolument précises, et si, nous refusons ensuite d'incorporer leurs questions, il y aura là, à n'en pas douter, quelque chose de plus désobligeant pour eux que si nous attirions leur attention avec discrétion sur la nécessité de conserver à ce document des limites raisonnables. Je crains que si l'on nous propose d'insérer des questions (ce qui n'aurait peut-être pas eu lieu si l'attention avait été attirée sur le fait qu'il est nécessaire de conserver des dimensions normales au document dont il s'agit) et que nous rejetions celles-ci, nous ne froissions beaucoup plus les intéressés qu'on leur demandant au préalable de n'intervenir qu'avec discrétion.

LE PRESIDENT.

M. RICHES (ILO).

LE PRESIDENT.

M. THOMAS (Royaume-Uni).

LE PRESIDENT.

) Parlent en anglais.

M. KHALIDY (Irak).

LE PRESIDENT.

M. KHALIDY (Irak).

LE PRESIDENT.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je m'associe à ce que vient de dire le délégué de l'Irak. A ce sujet, j'aimerais que l'on donnât lecture de nos règles de procédure - ce que je ne saurais faire moi-même, n'ayant pas en main le document dont il s'agit - afin que nous nous rendions compte si elles ne comportent pas de dispositions relatives à la communication aux institutions spécialisées.

D'autre part, j'estime qu'il est nécessaire d'attirer l'attention du Conseil de tutelle sur la gravité du principe qui consisterait à entrer en contact avec des institutions n'ayant pas actuellement de relations avec les Nations Unies. En effet, la question pourrait se poser demain de savoir s'il n'y a pas lieu d'envoyer notre questionnaire à la Fédération mondiale des syndicats, ainsi qu'à d'autres organisations qui ont demandé, notamment, à être associées aux travaux des Nations Unies. Un précédent se trouverait créé, susceptible de nous conduire très loin. Il serait donc préférable d'attendre, pour communiquer notre questionnaire à la World Health Organization, qu'elle soit entrée en relations officielles avec les Nations Unies.

M. THOMAS (Royaume-Uni).

LE PRESIDENT.

M. RYCKMANS, (Belgique).

LE PRESIDENT.

M. KHALIDY (Irak).

LE PRESIDENT.

M. KHALIDY (Irak).

M. RYCKMANS (Belgique).

M. MAKIN (Australie).

LE PRESIDENT.

M. KHALIDY. (Irak).

LE SECRETAIRE DU CONSEIL.

LE PRESIDENT.

M. KHALIDY (Irak).

LE PRESIDENT.

M. KHALIDY (Irak).

LE PRESIDENT.

M. RYCKMANS. (Belgique).

LE PRESIDENT.

) Parlent en anglais.

Projet de lettre devant accompagner l'envoi du questionnaire aux
autorités chargées d'administration.

LE PRÉSIDENT :

M. LIU CHIEH (Chine) :

LE PRÉSIDENT :

M. LIU CHIEH (Chine) :

LE PRÉSIDENT :

parlent en anglais

LE PRESIDENT :

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT :

(
(
(

parlent en anglais

M. RYCKMANS (Belgique) : Il serait préférable que nous délibérions sur les termes de la lettre que vous, Monsieur le Président, adresserez au Secrétaire général, lui demandant de : "communiquer aux Puissances chargées d'administration ... etc ..." et non pas sur les termes de la lettre que le Secrétaire général adressera, à la suite de votre demande et suivant les suggestions que vous ^{vous} / permettrez de lui faire; cette lettre sera adressée par le Secrétaire général sous sa propre responsabilité, sans qu'elle nous ait été soumise auparavant.

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT :

LE PRESIDENT :

(
(parlent en anglais
(

M. GARREAU (France) : Je ne permets de rappeler que si ce projet de lettre nous est communiqué ce matin, c'est à la suite d'une décision prise antérieurement, vous vous en rappelez certainement, Monsieur le délégué de la Belgique. J'avais moi-même demandé au Conseil d'envisager la possibilité d'examiner les termes de la lettre d'envoi du questionnaire, cet examen me paraissant fort utile.

Je ne vois naturellement pas d'inconvénient à ce que ce texte soit examiné sous la forme d'une lettre du Président du Conseil de tutelle au Secrétaire général et que, d'une façon non officielle, le Secrétaire général / ^{nous} communique les termes de la lettre qu'il a l'intention d'envoyer; pratiquement et à mon avis, cela revient au même.

M. MAKIN (Australie) : (

LE PRESIDENT : (

M. MAKIN (Australie) : (

.: parlent en anglais

M. THOMAS (Royaume-Uni) : (

LE PRESIDENT : (

M. RYCKMANS (Belgique) : Ne serait-il pas plus sage de remplacer : "to each adaptation to the particular conditions of the trust territory of ... par "to each adaptation, if necessary, of the the particular conditions of the trust territory of ..."

La rédaction qui nous est soumise pourrait faire croire, en effet, que nous avons l'intention d'établir un questionnaire séparé pour chaque territoire.

LE PRESIDENT :

M. RYCKMANS (Belgique) :

LE PRESIDENT :

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT :

LE PRESIDENT :

parlent en anglais

M. NORIEGA (Mexique) : (parle en espagnol) :

LE PRESIDENT : (parle en anglais)

M. NORIEGA (Mexique) : (parle en espagnol) :

M. THOMAS (Royaume-Uni) :

LE PRESIDENT :

parlent en anglais

M. NORIEGA (Mexique) : (parle en espagnol)

M. THOMAS (Royaume-Uni) : (parle en anglais)

M. NORIEGA (Mexique) : (parle en espagnol) :

M. THOMAS (Royaume-Uni) :

M. NORIEGA (Mexique) :

LE PRESIDENT :

Projet d'une résolution qui sera soumise à l'Assemblée générale, sur les dispositions budgétaires relatives aux visites des territoires sous tutelle.

LE PRESIDENT :

M. THOMAS (Royaume-Uni)

M. NORIEGA (Mexique) (parle en espagnol)

parlent en anglais

M. GARREAU (France) : Monsieur le Président, les visites, tous les trois ans, à chacun des groupes de territoires permettraient d'abord de procéder à un examen plus approfondi de la situation dans chacun de ces territoires; en effet, prenez par exemple les territoires de l'Afrique occidentale, c'est-à-dire les deux Togo sous tutelle britannique et française, et les deux Cameroun sous tutelle britannique et française; la visite qu'on y fera sera très longue, elle devra durer plusieurs mois étant donné que les visiteurs ne devront pas se borner aux villes principales généralement situées sur la côte, mais, pour se faire une idée approfondie des conditions dans le territoire, les membres du Conseil devront circuler à l'intérieur du pays.

Je sais que, de nos jours, on peut circuler partout en avion, au moins pendant la bonne saison; néanmoins, chaque territoire devra retenir la mission plusieurs semaines. Par conséquent, lorsque vous envisagez l'une de ces missions, vous devez prévoir que le temps nécessaire pour exercer un contrôle approfondi des conditions politiques, économiques et sociales de ces territoires sera assez long; donc, ces visites ne pourront pas être extrêmement fréquentes mais elles devront être tout à fait approfondies

si

Je crois que, /comme on nous le propose ici, vous partagez les trois territoires en trois groupes dont chacun pourrait être visité une fois tous les trois ans, ce qui devrait nous faire prévoir une visite annuelle dans un de ces trois groupes, une telle visite nécessitera un temps assez long et je ne pense pas qu'il soit possible aux Membres du Conseil de faire davantage.

En conséquence, je proposerai également le remplacement du mot bi-annuel par tri-annuel.

Je me permets de rappeler également que, dans le cas où des circonstances particulières nécessiteraient, -ainsi qu'il ^{l'e}/du resté été prévu - une visite spéciale, nous pourrions nous référer à notre Règlement intérieur, qui prévoit un tel cas.

D'autre part, et en temps normal, des visites très approfondies qui auraient lieu tous les trois ans dans chacun des groupes de territoires sous tutelle seraient suffisantes pour nous permettre d'accomplir un travail fructueux et complet.

GRE/RT

- 46 -

T/P.V. 26
23 April 1947
French

LE PRESIDENT

M. MAKIN (Australie)

)
) parlent en anglais
)

M. RYCKMANS (Belgique) : J'approuve entièrement la déclaration du représentant de la Chine. Il me semble qu'à ce moment-ci de nos débats, nous devons notifier au Secrétariat général que le Conseil de tutelle se propose d'envoyer chaque année une mission dans les territoires sous tutelle. Cette mission s'arrangera pour faire le maximum de travail au cours de cette visite et se rendra une ou deux fois dans un territoire suivant les possibilités.

Si le Conseil décidait de ne faire des visites que tous les deux ans, cela reviendrait à dire qu'un territoire serait inspecté une certaine année deux fois alors qu'un autre ne le serait qu'une fois. Il est facile d'imaginer la complication énorme qui s'en suivrait pour toute l'Organisation, aussi bien que pour les Membres du Conseil de tutelle participant à ces visites et que pour les étrangers auxquels il pourrait être fait appel. Il est difficile d'avoir du personnel qui soit constamment en voyage.

Décider de ne faire qu'une visite par an est la seule solution pratique.

J'ai une longue expérience de l'administration et des responsabilités. J'ai administré à tous les échelons de la hiérarchie, et je puis vous assurer qu'il y a beaucoup de points d'une province par exemple que le Gouverneur ne peut voir tous les deux ans. Dans un grand pays comme le Congo belge, il y a beaucoup d'endroits que je n'ai pu visiter tous les deux ans. Un voyage tous les trois ans permet de se rendre compte de l'évolution du territoire et des modifications qui y sont intervenues à la suite de vos propositions, alors que bien souvent vous ne pouvez après deux ans voir déjà le résultat de vos efforts, surtout

avec l'inévitable lenteur de notre procédure. En effet, avant que les résultats d'une visite aient été portés à la connaissance des autorités et que des mesures aient pu être prises, il se passe de nombreux jours et il sera souvent très difficile de constater les modifications si l'on revient sur place après deux ans.

Selon moi et pour le moment, une visite annuelle correspond à ce que nous sommes à même de faire notamment du point de vue budgétaire.

M. KHALIDY (Irak)

LE PRESIDENT

M. NORIEGA (Mexique)

M. GERIG (Etats-Unis)

M. HOO, Secrétaire général adjoint

LE PRESIDENT

M. GERIG (Etats-Unis)

M. THOMAS (Royaume-Uni)

LE PRESIDENT

M. GERIG (Etats-Unis)

M. LIUCHIEH (Chine)

M. THOMAS (Royaume-Uni)

M. LIU CHIEH (Chine)

M. NORIEGA (Mexique)

parlent en anglais

M. MAKIN (Australie) :

M. RYCKMANS (Belgique) :

M. KHALIDY (Irak) :

LE PRESIDENT :

M. THOMAS (Royaume Uni) :

LE PRESIDENT :

Le Secrétaire du Conseil de Tutelle :

M. RYCKMANS (Belgique) :

le PRESIDENT :

M. RYCKMANS (Belgique) :

LE PRESIDENT :

M. RYCKMANS (Belgique) :

M. THOMAS (Royaume-Uni)

M. KHALIDY (Irak) :

LE PRESIDENT :

M. LIU CHIEH (Chine) :

LE PRESIDENT :

M. LIU CHIEH (Chine) :

M. RYCKMANS (Belgique) :

M. GERIG (Etats-Unis) :

M. LIU CHIEH (Chine) :

LE PRESIDENT :

M. THOMAS (Royaume-Uni) :

LE PRESIDENT :

Le Secrétaire général adjoint :

LE PRESIDENT :

M. RYCKMANS (Belgique) :

LE PRESIDENT :

M. THOMAS (Royaume Uni) :

Le Secrétaire général adjoint :

M. GERIG (Etats-Unis) :

parlent en

anglais

LE PRESIDENT :

M. GERIG (Etats-Unis) :

LE PRESIDENT :

M. GERIG (Etats-Unis) :

LE PRESIDENT :

M. GERIG (Etats-Unis) :

(parlent en anglais)

M. KHALIDY (Irak). :

M. LIU CHIEH (Chine) :

LE PRESIDENT :

M. LIU CHIEH (Chine) :

LE PRESIDENT :

M. GARREAU (France) : Je ne me rends pas très bien compte, Monsieur le Président. Envisage-t-on deux visites à effectuer en une seule année ? Si oui, pourra-t-on visiter deux groupes de territoires dans une année ? Tous les territoires dont il s'agit doivent être visités en deux ans. Cette année-ci, un groupe se rendra aux îles Samoa, exclusivement (si j'ai bien compris). Par conséquent, la Nouvelle-Guinée de même que les territoires dits "zone stratégique", sous tutelle américaine, seront laissés de côté cette année. Si vous voulez visiter tous les territoires sous tutelle en deux ans, je veux bien; mais alors, il s'agit de savoir si nous pourrions le faire. Il y faudrait deux équipes par an. Or, je doute que nous puissions constituer deux équipes par an et, surtout, visiter chaque groupe de territoires d'une façon complète et approfondie. Je ne crois pas qu'il soit matériellement possible pour les membres du Conseil de visiter à fond, sérieusement, deux groupes de territoires par an. Voilà la question pratique que je pose au Conseil. Il y aura de très grandes difficultés matérielles pour nous. Par exemple, je ne pense pas que les membres du Conseil puissent faire deux voyages dans l'année. Nous avons tous des attributions en dehors du Conseil de tutelle. Dans ces conditions, comment pourrions-nous faire partie de deux missions dans une année ?

M. KHALIDY (Irak).

LE PRESIDENT.

M. LIU CHIEH (Chine).

LE PRESIDENT.

M. GERIG (Etats-Unis).

LE PRESIDENT.

(
(
(
(
(
(
) Parlent en anglais.
(
(
(
(

M. GARREAU (France) : Lorsque des membres du Conseil de tutelle seront choisis pour visiter tel ou tel groupe de pays sous tutelle le représentant de la puissance administrante accompagnera la mission, si je comprends bien. Par exemple, vous déciderez de visiter le Tanganyika : le représentant de la puissance tutrice sera nécessairement avec la mission. Et il en sera de même pour chacun des représentants des puissances administrantes, tour à tour. Par conséquent, si nous avions prévoir deux visites par an, il s'ensuivrait que le représentant de la puissance administrante dont le territoire sera l'objet de l'une d'elles serait pris, cette année-là, par la visite du territoire qui l'intéresse particulièrement. Il se trouverait donc dans l'impossibilité de prendre part à la seconde visite, celle qui aurait lieu dans un autre groupe de territoires. Je crois nécessaire que le représentant de la puissance tutrice fasse partie de la mission qui va visiter le territoire considéré. Il y a là une grosse difficulté matérielle, au moins pour les membres qui représentent au Conseil de tutelle les puissances administrantes.

M. RYCKMANS (Belgique).

LE PRESIDENT.

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT.

M. KHALIDY (Irak).

LE PRESIDENT.

M. THOMAS (Royaume-Uni).

LE PRESIDENT.

M. LIU CHIEH (Chine).

(
(
(
(
(
(
) Parlent en anglais.
(
(
(
(
(
(

M. GARREAU (France) : Je serai obligé de voter contre cette proposition considérant que vraiment nous ne pourrions pas envoyer deux missions dans une même année, pour les différentes raisons que j'ai exposées tout à l'heure.

M. THOMAS (Royaume-Uni). (

M. LIU CHIEH (Chine). (

M. THOMAS. (Royaume-Uni). (

LE PRESIDENT.) Parlent en anglais.

M. KEALIDY (Irak). (

M. RYCKMANS (Belgique). (

M. GERIG (Etats-Unis). (

M. NORIEGA (Mexique) (parle en espagnol). "

M. THOMAS (Royaume-Uni) (parle en anglais).

M. NORIEGA (Mexique) (parle en espagnol).

LE PRESIDENT. (

M. GERIG (Etats-Unis). (

M. RYCKMANS. (Belgique).) Parlent en anglais.

LE PRESIDENT. (

M. LIU CHIEH (Chine). (

LE PRESIDENT : (

M. RYCKMANS (Belgique) : (

M. LIU CHIEH (Chine) : (

M. GERIG (Etats-Unis) : (parlent en anglais

M. RYCKMANS (Belgique) : (

LE PRESIDENT : -(

(Un vote).

LE PRESIDENT : (parle en anglais)

(Un vote)

LE PRESIDENT : (parle en anglais)

(Un vote)

(Le projet de résolution amendé est adopté à l'unanimité)

Projet de résolution autorisant le Président ou le vice-Président à représenter le Conseil de tutelle à l'Assemblée générale, lors de l'examen des rapports.

LE PRESIDENT : (

M. THOMAS (Royaume-Uni) : (parlent en anglais

LE PRESIDENT : (

(Un vote).

Nomination d'un Comité de trois membres chargé de collaborer avec le Comité ad hoc du Conseil de tutelle.

LE PRESIDENT : (parle en anglais).

(La séance est levée à 13 h 15).